

Les subsides

[Français]

... quelle est sa circonscription? Est-ce qu'il en a une? Il a oublié le nom de sa circonscription, parce que tous ses électeurs ont oublié son nom. C'est juste?

M. Rossi: Tu viendras t'essayer, tu verras ce qu'ils vont te faire dans Bourassa!

M. Clark: Ah bon, sa circonscription est Bourassa!

[Traduction]

Une voix: C'est Bourassa.

M. Nielsen: Règlement!

M. Clark: Monsieur le Président, je vous prie de m'excuser de m'être laissé distraire par le député de Bourassa (M. Rossi), mais je comprends son exaspération en tant que membre du caucus libéral: comme il n'arrive jamais à s'y faire entendre, il doit crier de sa place à la Chambre.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Clark: Monsieur le Président, j'abandonne le député de Bourassa à son sort et je reviens aux affaires sérieuses. Les rapports du vérificateur général rendent toujours un très grand service aux Canadiens. Cependant, pas un seul des rapports précédents ne leur a rendu un aussi grand service que celui-ci, non seulement en raison de son contenu, mais parce qu'il démontre bien que nous aurions au Canada les moyens d'agir pour enrayer le gaspillage, créer des emplois et redonner confiance aux Canadiens, si seulement le gouvernement se décidait à agir.

Si le rapport du vérificateur général est tout neuf, fraîchement déposé sur le bureau, le problème, lui, n'est pas nouveau, non plus que le moyen de le résoudre. Le gouvernement a lui-même présenté un bill concernant les sociétés de la Couronne. Ce bill donne essentiellement le dernier mot au gouvernement et non au Parlement. Lorsqu'il était le ministre responsable, mon collègue, le député de Wellington-Dufferin-Simcoe (M. Beatty), avait présenté un projet de loi d'un tout autre genre, qui, contrairement à celui-ci, accordait le pouvoir au Parlement et, partant, au peuple que le Parlement représente. Il parlera plus en détail des dangers que cela comporte, de la situation actuelle et de ce que nous devons faire pour nous prémunir contre ces dangers.

Comme nous avons confiance dans le Parlement et que nous croyons qu'un Parlement qui a de réels pouvoirs peut regagner la confiance de la population, ce sera un pas de plus vers la collaboration et la confiance dont dépend notre avenir. Un changement pareil présente un intérêt soutenu. Mais ce qu'il est encore plus urgent de faire aujourd'hui, c'est d'amener notre institution à aider les Canadiens dont le monde s'écroule littéralement à l'heure actuelle. Nous autres, au Parlement, sommes les seuls à pouvoir le faire. Et ce n'est pas en diffusant de la propagande sur le programme des 6 et 5 p. 100 que nous y arriverons. Et le ministre des Finances n'y arrivera pas non plus en sympathisant avec eux et en répétant sans cesse que la situation va empirer. Et le fait de prendre l'argent des retraités n'y changera absolument rien. Mais il y a des choses que nous

pouvons faire. J'en ai proposé quelques-unes aujourd'hui, et d'autres émettront aussi des idées à cet égard. Le vérificateur général a indiqué un moyen d'effectuer un changement important qui mettrait fin au gaspillage et redonnerait confiance aux Canadiens.

Nous sommes ici pour agir, monsieur le Président. Nous devons agir. Pour l'amour du ciel, qu'attendons-nous?

Des voix: Bravo!

M. Doug Anguish (The Battlefords-Meadow Lake): Monsieur le Président, c'est un honneur d'intervenir après le chef de l'opposition (M. Clark) dans le cadre de ce débat sur la question capitale de la responsabilité des sociétés de la Couronne. Je trouve cela décourageant de voir certains députés libéraux parler entre eux, alors qu'ils devraient prendre note des remarques constructives que nous faisons sur le manque d'imputabilité des sociétés de la Couronne.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais féliciter les députés de Capilano (M. Huntington) et de Rosemont (M. Lachance) pour le travail qu'ils ont accompli cet été en vue de la rédaction du rapport sur le droit de contrôle du Parlement, qu'ils ont présenté au comité spécial du Règlement et de la procédure. Certaines des suggestions qu'ils ont faites ont été retenues par le Parlement et entreront en vigueur le 22 décembre.

Dans leur document intitulé «Responsabilité: Boucler la boucle», les députés de Capilano et de Rosemont déclarent:

Le gouvernement doit faire approuver ses programmes de dépenses par le Parlement, auquel il est comptable des résultats de l'application de ses programmes.

Le gouvernement doit rendre des comptes au Parlement pour toutes ses dépenses. Les parlementaires doivent jouer pleinement leur rôle dans plusieurs domaines. Il faut ensuite qu'ils examinent la proposition de dépenses, et non seulement qu'ils déterminent les résultats à en attendre mais qu'ils jugent si les dépenses passées sont justifiées en fonction des résultats obtenus par le programme et par les secteurs de l'enveloppe.

• (1550)

Finalement, je pense qu'ils doivent demander des comptes au gouvernement sur ce qu'il était prévu de réaliser, avec toute latitude pour indiquer les domaines où il y a gaspillage et inefficacité. Le gouvernement a grandement facilité les choses en créant le poste de contrôleur général, dans certains domaines où les députés et le Parlement lui-même devraient intervenir beaucoup plus. Je veux parler de la révision des prévisions budgétaires qui est actuellement en train de se faire et sera achevée au cours des prochaines années. Ce n'est vraiment pas assez tôt, mais c'est déjà un progrès.

Ces prévisions budgétaires intéressent trois grands sujets. Lorsque j'ai été élu pour la première fois, tout ce dont disposaient les députés quand les prévisions budgétaires étaient présentées c'était le Livre bleu, document synthétique qui ne leur donnait pas les renseignements dont ils avaient besoin pour s'acquitter de leurs fonctions, qui consistent à demander des comptes au gouvernement au sujet des dépenses publiques.